

Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France  
Unité départementale des Yvelines

### **Arrêté de mise en demeure n° 2018-46987**

Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne  
(SIAAP) à Triel sur Seine

**Le Préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'Honneur**

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010 autorisant le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), dont le siège est situé 2 rue Jules César à Paris à exploiter une station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine Chemin de Californie ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 19 avril 2012 mettant à jour le classement des activités exercées par le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) dans la station d'épuration susvisée;

**Vu** l'inspection inopinée du 24 juillet 2018 réalisée par l'inspection des installations classées suite à l'accident survenu sur le site dans la nuit du 23 au 24 juillet (fuite de chlorure ferrique) et à l'intervention des services de secours (SDIS);

**Vu** le rapport de visite de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 25 juillet 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement;

**Vu** le courrier du 10 août 2018 par lequel l'exploitant précise qu'il n'a pas d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié ;

**Considérant** l'absence de rétention suffisante pour le stockage de chlorure ferrique ;

**Considérant** cette non-conformité notable relevée lors de la visite du site du 24 juillet 2018 et des enjeux en termes de risques de pollution des eaux et des sols ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juin 2010 ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) de respecter les dispositions réglementant son site de Triel sur Seine afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture :

#### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) dont le siège social est situé 2, rue Jules César à Paris, exploitant une station d'épuration Chemin de Californie à Triel sur Seine, est mis en demeure à compter de la notification du présent arrêté, de respecter **dans un délai n'excédant pas trois mois**, les dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juin 2010.

**Article 2** : En attente de la satisfaction de la mise en demeure édictée à l'article 1 le stockage dans l'installation visée de plus de 50m<sup>3</sup> de chlorure ferrique est interdite.

**Article 3** : Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

**Article 5** : Le présent arrêté sera notifié au Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- sous-préfet de Saint Germain en Laye,
- maire de la commune de Triel-sur-Seine,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie,
- directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **20 AOÛT 2018**

Le Préfet

*Julien Charles*  
Pour le Préfet, en délégation,  
Le Secrétaire Général

**Julien CHARLES**